

La Moldavie et la Transnistrie. Géopolitique du voisinage euro-russe

samedi 1er avril 2006, par [Florent PARMENTIER](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Florent PARMENTIER](#), **La Moldavie et la Transnistrie. Géopolitique du voisinage euro-russe**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 1er avril 2006.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Les multiples vulnérabilités de l'Etat moldave - économiques, sociales et politiques - font que la situation du pays reste fragile. Pour l'heure, le risque d'un conflit militaire interne entre Chisinau et Tiraspol peut être écarté, tant le statu quo est favorable à un ensemble de groupes d'intérêt en Russie, en Ukraine et en Moldavie. L'implication croissante de l'UE fait déjà évoluer ces logiques statiques, permettant d'espérer une résolution du conflit à terme. Cependant, les défis de sécurité restent extrêmement prégnants.

LA MOLDAVIE est, à bien des égards, un résumé vivant de l'Europe Centrale et Orientale. Ce pays, dont la capitale est Chisinau, anciennement connue sous son nom russe de Kichinev, s'affirme comme le reflet de ses évolutions et de son histoire. Il occupe une superficie équivalente à la Belgique pour une population comparable à celle de la Croatie (4 millions d'habitants environ).

La Moldavie peut s'enorgueillir de quelques particularités culturelles. C'est le pays de langue latine le plus à l'Est en Europe, et le seul orthodoxe avec la Roumanie (dont elle partage la langue). Championne de la francophonie dans cette région, avec deux tiers des lycéens qui apprennent le français, elle partage avec la France une culture viticole, qui assure la renommée du pays.

[La Transnistrie, entité sécessionniste à l'est du Dniestr, abrite quant à elle la XIVE armée russe.](#) Elle est surtout réputée pour ses réseaux de criminalité et son potentiel de déstabilisation pour le reste du pays. Si la Moldavie fait partie de l'« étranger proche » de Moscou, l'UE s'avère néanmoins de plus en plus présente dans la région avec la politique européenne de voisinage.

Une histoire mouvementée

Le pays connaît une histoire mouvementée depuis la création de la principauté de Moldavie au XIVe siècle. En effet, cette dernière passe sous domination ottomane dès le XVIe siècle, avant d'être annexée par la Russie en 1812, suite au traité de Bucarest (1812). La région conquise, qui correspond à la partie orientale de la principauté de Moldavie, prend alors le nom de « Bessarabie ». La population de la Bessarabie a pu choisir de se réunifier avec la Roumanie en 1918, suite à la désorganisation de l'empire tsariste. Le pacte Ribbentrop-Molotov (23 août 1939) permet à l'URSS de reprendre possession de ce territoire en 1940. En juin 1941, les troupes allemandes et roumaines s'entendent pour reprendre la Moldavie à l'URSS, mais les Soviétiques reprennent contrôle du territoire en août 1944. De 1945 à l'indépendance du pays (1991), la République de Moldavie reste dans le giron soviétique. La Bessarabie connaît alors des modifications territoriales : le nord et le sud du pays sont transférés à l'Ukraine. En échange, la Bessarabie reçoit la Transnistrie, qui était jusqu'alors une région ukrainienne. La République de Moldavie déclare son indépendance en août 1991, et l'obtient définitivement en décembre 1991 lors de la dissolution de l'URSS.

La difficile gestation de l'Etat moldave

Depuis lors, la formation d'un Etat indépendant et viable a constitué l'objectif des différents gouvernements. Si l'on en juge par le désenchantement généralisé de la population, cette tâche reste encore en grande partie inachevée. En marge de l'élargissement européen, la Moldavie a longtemps paru abandonnée à son propre sort, aux prises avec d'inextricables difficultés. Les symptômes sont connus : séparatisme en Transnistrie, trafics en tout genre, crise économique, troubles internes de la société... La presse internationale s'en fait parfois l'écho, à tel point qu'on peut se demander comment, au vu de ces problèmes, cet Etat perdure.

Géopolitique de la Moldavie

Cet Etat, coincé entre la Roumanie et l'Ukraine, revêt une importance stratégique. Situé entre les Balkans et les plaines continentales, et non loin du Danube, d'Odessa, des Carpates et de la mer Noire, ce territoire a constitué l'avant-poste russe pour le contrôle du Danube et des détroits tout au long du XIXe siècle. Au XXe siècle, il suscite des rivalités entre la Roumanie et la Russie, dans l'entre-deux-guerres mais aussi pendant la période communiste. Aujourd'hui, l'élargissement de l'UE à la Roumanie ajoute à son intérêt stratégique. La Roumanie pourrait en effet devenir à la Moldavie ce que la Pologne a été à l'Ukraine : un avocat au sein des 25, à même d'attirer l'attention sur son voisin.

2006, la météo de la télévision roumaine indique aussi la température en Moldavie. Ce jour, on annonçait 19 degrés à Chisinau (à l'est). Crédits : P. Verluise

Une démocratisation inachevée

Les pays post-soviétiques ont connu beaucoup plus de difficultés dans leur développement démocratique que l'Europe Centrale, exception faite des pays Baltes. En 1991, une fois l'indépendance acquise, la Moldavie n'a pas de modèle démocratique local sur lequel s'appuyer. L'entre-deux-guerres a été dominé par Bucarest, sans que des institutions locales ne puissent servir d'exemple pour la suite. De fait, les années 1990 ont marqué l'établissement d'un nouveau régime, semi-présidentiel, pluraliste, mais très instable. Faute d'une scène politique constituée, les premiers ministres se font et se défont rapidement, au gré des changements d'alliances. Malgré tout, les élections sont très concurrentielles par rapport aux standards de la Communauté des Etats Indépendants (CEI). Le premier président, Mircea Snegur, réputé pro-occidental, confirme l'indépendance de la Moldavie et écarte la perspective d'une réunification. Il perd l'élection présidentielle en 1996, face au candidat Petru Lucinschi, un ancien membre du comité central du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS), réputé plus proche de Moscou. Ce dernier cherche à faire de la Moldavie un régime présidentiel, mais la réforme constitutionnelle de juillet 2000 le fait évoluer dans un sens plus parlementaire.

Le retour des communistes au pouvoir (2001)

Ainsi, sur fond de déception générale, les communistes emportent massivement les élections législatives de mars 2001. Ils jouent sur la nostalgie de la période soviétique et sur un programme de rapprochement avec Moscou. Forts de 51% des voix et de 71 députés sur 101, ils ne peuvent toutefois pas mettre en application tout leur programme, notamment en matière scolaire. Quant au rapprochement avec la Russie, il est progressivement battu en brèche par une orientation de plus en plus pro-occidentale. Le président moldave envoie ainsi des troupes en Irak (2003), tout comme son voisin ukrainien Léonid Koutchma. Ils parviennent à l'emporter de nouveau en mars 2005, sur un programme radicalement différent de [rapprochement avec l'Union européenne \(UE\)](#). Ironiquement, le président communiste, élu par le Parlement, dispose même des voix des chrétiens-démocrates ! Ainsi, on a parfois employé le terme « d'évolution Orange » pour faire écho aux changements en Ukraine. Toutefois, beaucoup reste à faire en matière de démocratisation.

Moldaves ou Roumains ?

A l'indépendance, une question culturelle primordiale concerne la population majoritaire : est-elle moldave ou roumaine ? A la fin des années 1980, un mouvement de renouveau national, le Front populaire, porte les revendications des roumanophones. Ceux-ci sont grandement divisés sur leur identité : ils partagent une langue et une culture avec les Roumains, mais leurs histoires ont longtemps été séparées. En effet, quand l'éveil national de la Roumanie se fait au XIXe siècle, la Bessarabie se trouve en Russie. Et, de fait, les Bessarabiens n'ont participé pleinement à l'histoire roumaine contemporaine que pendant une vingtaine d'années. Par conséquent, la réunification avec Bucarest a suscité un intérêt très vif avant de s'affaiblir dans la première moitié des années 1990. Les partisans d'un rapprochement avec Bucarest entendent faire reconnaître la formule « un peuple, deux Etats », laissant une porte ouverte à une éventuelle réunification. Les autres optent pour la formule « deux peuples, deux Etats », marquant ainsi leur distance avec la Roumanie. Aucune des deux formules n'a véritablement emporté l'adhésion des roumanophones. D'ailleurs, cette question est progressivement passée à l'arrière-plan. Cependant, les grandes manifestations contre les réformes culturelles de 2002 montrent que cela reste un sujet sensible.

La question des minorités

La seconde question culturelle concerne les minorités, qui s'interrogent sur leur devenir. Elles constituent près d'un tiers de la population en 1991, et ne voient pas d'un bon œil une éventuelle réunification. Les minorités ukrainiennes et russes sont par ailleurs peu désireuses d'apprendre la langue officielle, le « Moldave » (qui s'assimile à du Roumain). En outre, la Moldavie héberge dans le sud une minorité gagaouze. Ces turcophones christianisés sont au départ hostiles à l'indépendance, qu'ils perçoivent comme le premier pas vers la réunification avec la Roumanie. Les Gagaouzes sont plutôt de sensibilité pro-russe, tant sur le plan linguistique que politique. La modération des différentes communautés permet un compromis en 1994, les Gagaouzes obtenant une autonomie locale avec les Bulgares. Le conflit en Transnistrie, plus encore que le précédent, ne se fonde pas sur des considérations ethniques,

mais plutôt sur des causes politiques propres. En effet, des deux côtés du Dniestr (ou Nistru en roumain), les Moldaves forment une majorité relative de la population, devant les Ukrainiens et les Russes.

Une région pauvre

La Moldavie devance aujourd'hui l'Albanie dans le classement des pays les plus pauvres d'Europe (estimation 2004 : 760\$ par tête et par an). Son PIB par tête ne dépasse pas 5% de la moyenne communautaire en 2006. La crise liée à la transition vers le marché se manifeste avec une extrême dureté, le revenu par habitant diminuant d'environ 60% de l'indépendance au plus fort de la crise. En plus des difficultés liées à la fin du système d'économie planifiée, son déclin économique vient en partie de son héritage historique et géographique. En effet, historiquement, la principauté de Moldavie tire sa richesse de son accès à la mer Noire. Elle se trouve en effet tout au sud de la « via wallachiensis », la route commerciale médiévale unissant l'isthme Baltique - mer Noire. Cependant, après le découpage de Joseph Staline au profit de l'Ukraine, la Moldavie perd ses débouchés maritimes. L'agriculture bénéficie de conditions favorables, avec notamment des « terres noires » extrêmement fertiles et du climat tempéré. Outre la vigne, le tabac ainsi que la production fruitière faisaient la renommée de la république sous l'URSS. Cependant, la situation géopolitique d'espace frontière limite le développement de ses infrastructures. A la fin de l'URSS, la Moldavie fait toujours partie des Républiques les plus rurales et agricoles. Elle est en outre relativement moins développée économiquement que la moyenne.

La dépendance économique

De fait, la Moldavie reste grandement dépendante de l'espace économique post-soviétique. La désintégration de l'URSS lui a fait perdre de nombreux marchés et clients, sans qu'elle n'en gagne véritablement de nouveaux en contrepartie. A ce titre, elle connaît un destin similaire à la Géorgie, autre république agricole sous l'Union soviétique ayant connu une indépendance difficile. Ces deux pays ont vu leurs productions s'effondrer, en raison de la désorganisation économique et faute de débouchés. Les industries lourdes étant essentiellement concentrées en Transnistrie, la sécession de cette dernière a encore réduit la diversité économique. Il ne reste plus alors que quelques industries légères, principalement liées au secteur agro-industriel. Dans certains domaines comme le textile, les investisseurs étrangers se sont installés, mais pas en nombre suffisant pour combler le sous-emploi chronique. Ce n'est qu'à partir de 2000 qu'une croissance timide est revenue, avec un rythme de plus en plus accéléré depuis 2001, de l'ordre de 6-8% par an. Cette croissance dépend cependant de quelques secteurs qui tirent l'activité, et ne règle pas le problème du manque de diversification économique.

La sécurité énergétique en question

Cette dépendance s'exprime aussi particulièrement dans le secteur énergétique, au point de devenir une menace pour la sécurité énergétique du pays. En effet, la Moldavie est

complètement dépendante des exportations russes, tant en pétrole qu'en gaz. Chisinau est donc particulièrement sensible aux menaces de Moscou, dont la politique énergétique tient parfois du chantage déguisé. La difficulté vient de l'absence de source alternative d'approvisionnement. Ainsi, la principale centrale électrique du pays, Cuciurgan, se situe en Transnistrie. La solution peut venir à moyen ou à long terme du terminal pétrolier de Giurgiulesti, porte de la Moldavie sur la mer Noire via le Danube. On pourrait également envisager une collaboration plus poussée avec la Roumanie pour l'électricité ou un gazoduc évitant le passage en Russie. En 2006, elle s'avère dans une situation extrêmement fragile, du fait de l'augmentation des prix du gaz voulue par Gazprom.

Une émigration massive de la population

En 2000, ce sont près de 7 habitants sur 10 qui se situent sous le seuil de pauvreté. Plusieurs années de croissance forte ont permis de ramener ce chiffre à 35% environ, ce qui ne diminue pas le nombre de candidats à l'émigration. Le sous-emploi endémique pousse de nombreux Moldaves à quitter le pays, pour un temps ou définitivement. On estime que de 600 000 à un million de Moldaves ont déjà quitté le pays, ce qui représente un tiers de la population active. Beaucoup sont illégaux dans les pays d'accueil, en particulier au sein de l'Union européenne (Italie, Portugal, France). Outre l'UE, la Russie constitue un lieu de migration privilégié, notamment pour le travail saisonnier. Le revenu de l'émigration s'avère à la fois une chance pour l'économie et un symptôme des dérèglements actuels. Ce revenu est en effet largement supérieur au budget de l'Etat. La Moldavie est aussi le deuxième pays au monde pour la part des transferts rapportés au PIB, ceux-ci s'élevant à plus du quart de la richesse nationale. Elle se situe ainsi devant l'Albanie et la Bosnie dans ce classement. Ils font courir le risque du « syndrome hollandais ». Celui-ci stipule qu'un afflux considérable de ressources extérieures (pétrole, transferts de fonds ou aide étrangère) mène à une hausse du taux de change, qui s'avère préjudiciable pour les exportations. Par conséquent, si l'afflux de devises permet d'augmenter la consommation, le défi consiste ensuite à orienter ces fonds vers l'économie productive.

La Transnistrie : une entité séparatiste soutenue par la Russie

La Transnistrie est un petit territoire séparatiste de 4 000 km² environ, ce qui représente 11% de la superficie totale de la Moldavie pour 17% de la population en 1989 et plus du tiers du PIB. Ses institutions se trouvent à Tiraspol, qui fait office de capitale. La République moldave de Transnistrie est une région plus russifiée que le reste de la Moldavie, par sa population et son histoire. D'une part, elle n'a jamais à proprement parler fait partie de la Roumanie. D'autre part, la conquête russe y a été plus précoce (dès 1792 par le grand général Alexandre Souvorov). C'est là que se recrute la majorité des membres du parti Communiste, au détriment des Bessarabiens, en raison d'une fidélité supposée plus grande au régime. Cette région de Moldavie est très hostile à la réunification avec la Roumanie, probable à la fin de l'URSS. Jouant sur cette peur, Igor Smirnov prend la tête du territoire autoproclamé en 1990. En août 1991, il soutient les putschistes conservateurs de Moscou qui souhaitent rétablir l'ordre en URSS. Cela ne l'empêche toutefois pas de jouir de soutiens parmi les élites militaires et des affaires étrangères russes. Ainsi, le général Lebed, à la tête de la XIVe Armée, joue un rôle non

négligeable dans le conflit en décidant de soutenir militairement les dirigeants de la Transnistrie. Le conflit est en fait davantage une série d'escarmouches qu'une guerre frontale opposant deux armées. Un cessez-le-feu, qui n'a pas été remis en cause depuis, est signé en juillet 1992, mais la résolution du conflit reste inachevée.

La survie du régime de Tiraspol

La question centrale devient alors celle de la survie du régime transnistrien. En effet, celui-ci s'est donné de véritables assises pour survivre et perdurer. On peut distinguer trois piliers : l'économique, le politique et le sécuritaire. Le conflit est entretenu par un certain nombre de groupes d'intérêts présents en Transnistrie, en Moldavie, en Ukraine et en Russie. La Transnistrie a survécu économiquement grâce à une industrie encore en place métallurgique notamment, mais peu réformée, et de nombreux petits trafics illicites. Politiquement, on peut avancer que les élites bénéficient du statu quo : le régime autoritaire d'Igor Smirnov ne tolère pas de réelle opposition. En effet, il n'y a eu aucune élection respectant les standards internationaux de liberté et de justice depuis le début de la sécession. Enfin, la Russie a oeuvré au maintien de l'entité séparatiste sur le plan sécuritaire. Elle l'a fait notamment par une présence militaire prolongée, mais aussi par les dépôts d'armement sur place. Pendant toutes ses années d'existence, la « République du Dniestr » a cherché à construire sa propre identité sur le modèle pan-slave. Son alliance avec le Kremlin l'a incitée à soutenir la candidature de Yanoukovitch lors des élections présidentielles ukrainiennes en 2004. La Moldavie, de son côté, avait soutenu dès le départ Viktor Iouchtchenko.

La force du statu quo

Le statu quo est aussi encouragé par le mécanisme de négociations de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), qui laisse un droit de veto à tous les acteurs (Moldavie, Transnistrie, Russie, Ukraine et OSCE). L'objectif principal réside alors dans la construction d'un « Etat commun », acceptable par les deux parties. Cela revient à intégrer la Transnistrie au sein de la Moldavie sans la changer, alors que sa représentativité peut être mise en question. De plus, ses structures rendent la réintégration hasardeuse, puisque les systèmes monétaires, légaux, économiques et autres divergent. Le phénomène le plus inquiétant réside dans l'absence de volonté de résolution du conflit de plusieurs parties. Pourtant, ce « conflit gelé » a des conséquences annexes non-négligeables. En effet, outre une présence militaire indésirée, la région est devenue un lieu florissant pour le crime organisé. Pour autant, le conflit en Transnistrie est certainement celui parmi les « conflits gelés » qui a le plus de chance de trouver rapidement une issue. Pour mémoire, les autres « conflits gelés » sont le Haut-Karabagh, disputé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ainsi que l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, territoires sécessionnistes situés en Géorgie. Si la réintégration par le haut (recherche d'un « Etat commun » sous protection internationale) échoue, les possibilités d'une « réintégration par le bas » (attraction de la Moldavie pour les résidents de Transnistrie) doivent être encouragées. Ainsi, le conflit chypriote est riche d'enseignements à ce niveau. La partie turque de l'île, séparatiste, masque de plus en plus mal ses velléités de rapprochement avec la partie Sud, plus prospère. Le conflit n'est pas encore résolu, mais la Moldavie pourrait suivre le même chemin de développement pour changer le statu quo.

Le développement de la criminalité organisée

La hausse de la criminalité depuis l'indépendance est due à des héritages soviétiques combinés aux nouvelles possibilités offertes par le contexte post-communiste. Ainsi, il existe sous l'URSS une « économie grise » que le pouvoir tolère, notamment sous la forme d'échanges entre usines hors de la planification. Le passage au marché et à la démocratie s'est accompagné de phénomènes favorisant la criminalité. Tout d'abord, les changements juridiques ont laissé les acteurs agir dans des conditions souvent proches de l'illégalité. Ils ont pu connaître une situation d'anomie. Ce concept forgé par le sociologue français Emile Durkheim désigne l'état d'une société caractérisée par une désintégration des normes qui règlent la conduite des individus et assurent l'ordre social. L'activité informelle se répand, ce qui affaiblit la réticence vis-à-vis de la criminalité. Par ailleurs, le système de régulation économique a changé de manière tout aussi considérable à cette période. Ces phénomènes, renforcés par l'effondrement économique généralisé et la nature incomplète des changements, ont engendré une hausse des activités informelles et de la criminalité.

La criminalité comme problème de sécurité

La criminalité organisée s'avère bel et bien un problème de sécurité crucial, puisqu'elle a une incidence directe sur la population. De plus, c'est un aspect extrêmement visible, plus spécialement quand les criminels règlent leur compte au sein de l'espace public. Ils développent des relations privilégiées avec des hommes politiques et des hommes d'affaires. Leurs activités sont donc néfastes, puisqu'ils encouragent l'évasion fiscale et la contrebande tout en éloignant les investisseurs étrangers. Les liens entre mafias, élites politiques et milieux d'affaires prennent aussi la forme de la corruption. L'indice de la corruption dans le monde en 2005 établi par Transparency International donne à la Moldavie la note de 2,9 (sur 10), équivalent au Gabon, au Mali ou à la Tanzanie. Elle a un coût énorme sur le fonctionnement de l'Etat, puisque celui-ci n'agit plus pour l'intérêt général, mais au profit de quelques groupes. Elle affaiblit en outre l'Etat de droit et mine la confiance des citoyens en la démocratie, bloquant les réformes.

La sécurisation des frontières

La Moldavie est à la fois un lieu de passage et d'émission de trafics. Cette question est donc fondamentale pour la sécurité régionale, puisque les frontières moldaves sont poreuses. A l'Ouest, la sécurisation de la frontière du côté roumain est à l'œuvre, même si ce travail peut être dommageable pour les relations moldo-roumaines. En effet, le petit commerce transfrontalier permet à de nombreux citoyens de vivre dans ces régions déprimées économiquement. La fermeture de ces frontières rappelle en outre de douloureux souvenirs pour des familles qui ont été interdites de visite pendant la période soviétique. A l'Est, la frontière entre l'Ukraine et la Transnistrie a longtemps été extrêmement poreuse. En effet, le port d'Odessa constitue un débouché privilégié sur la mer Noire pour la République du Dniestr. Elle fait désormais l'objet d'une surveillance accrue au niveau européen. Cette mission d'assistance de l'UE lancée en décembre 2005 peut être un pas décisif vers la résolution du conflit.

L'instabilité et les dysfonctionnements de l'Etat

La crise de l'Etat se manifeste notamment par le blocage des réformes et la perte de l'espoir. L'attention portée à la Transnistrie ne doit pas empêcher les réformes de se dérouler du côté des autorités moldaves. Bien au contraire, nous avons vu que la réalisation de réformes à Chisinau rendrait plus attractive la réintégration pour les Transnistriens. Mais encore faut-il être capable de mobiliser la population autour d'un projet pour consolider l'Etat. Le projet d'adhésion à l'UE est mobilisateur, mais à l'incertitude d'une intégration s'ajoute le fait que ce n'est pas un projet politique interne, résultant d'un contrat social entre l'Etat et sa population. Or, ce sont des changements internes (démocratisation, développement économique) qui doivent être recherchés. La réforme des « structures de force » du pays, et le contrôle des militaires par les civils doivent aussi constituer une tâche prioritaire. Par conséquent, on peut avancer que la crise de l'Etat est absolument centrale pour la sécurité nationale. Petit pays connaissant le séparatisme, aux institutions mal assurées, la Moldavie semble avoir un avenir encore incertain. Et cette instabilité interne pourrait bien dégénérer plus largement en crise régionale.

L'UE et son voisinage. Vers une coopération euro-russe ?

L'élargissement européen de 2004 est un changement significatif pour la région. On a pu le voir en novembre-décembre de la même année quand la Pologne a soutenu avec zèle la « Révolution Orange » en Ukraine. On le voit aussi à travers l'accent mis sur la nouvelle « politique de voisinage » de l'UE, qui est devenue effective en mai 2004. C'est donc avant l'élargissement de l'UE à la Roumanie que Bruxelles a commencé à développer des programmes spécifiques. La Moldavie constitue même pour la politique étrangère européenne un « Etat laboratoire », permet de tester l'éventail de ses possibilités. Elle ouvre en outre l'occasion d'une coopération euro-russe sur la question de la Transnistrie, qui ne peut être réglée qu'avec Moscou et l'évolution de l'Etat moldave. Cela nécessite une approche plus responsable de la part des dirigeants du Kremlin, qui en restent à la politique du « pré carré ».

Une présence européenne renforcée

Le cas de la Moldavie amène à davantage de présence européenne. Les nouveaux membres de l'UE y poussent, et ils supportent l'intégrité territoriale de Chisinau ainsi que l'éventualité de son adhésion dans la foulée de celle de l'Ukraine. Le contrôle des frontières incite aussi à davantage de coopération avec la Moldavie, dans le but d'assurer la sécurité tout en évitant la constitution d'un « mur de Schengen ». Par ailleurs, le développement des capacités de l'UE en matière de sécurité et de défense permet d'envisager des missions pour la stabilité de son voisinage s'il en était besoin. Enfin, l'UE paraît de plus en plus engagée dans les mécanismes de résolution des conflits. La politique de voisinage et le plan d'action UE-Moldavie vont dans ce sens, de même que l'arrivée d'un représentant spécial de l'UE.

Plus

. Pierre Verluise, *20 ans après la chute de Mur. L'Europe recomposée*, Paris : Choiseul, 2009. [Voir](#)

. Vidéo de [Florent Parmentier, Le partenariat oriental de l'UE \(avril 2014\)](#)

P.-S.

Diplômé de Sciences-po, doctorant à l'IEP de Paris